

Le 1er novembre 2018

Pour diffusion immédiate

GROUPE TVA ENREGISTRE UN BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE 14,0 MILLIONS DE DOLLARS POUR SON TROISIÈME TRIMESTRE DE 2018.

Montréal, Canada – Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») annonce qu'elle a enregistré un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 14,0 millions de dollars soit un bénéfice de 0,32 \$ par action au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018 comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 15,3 millions ou une perte de 0,35 \$ par action pour le trimestre correspondant de l'exercice 2017.

Faits saillants liés à l'exploitation du troisième trimestre :

- ➤ BAIIA ajusté¹ consolidé de 26 968 000 \$, soit une variation défavorable de 5 967 000 \$ comparativement au trimestre correspondant de 2017;
- ➤ BAIIA ajusté¹ du secteur télédiffusion et production de 16 710 000 \$, soit une variation défavorable de 3 192 000 \$ principalement attribuable à la diminution de 30 % du BAIIA ajusté¹ du Réseau TVA ainsi qu'à la baisse de 11 % du BAIIA ajusté¹ provenant des chaînes spécialisées;
- Conclusion d'une entente de principe entre la Société et ses employés syndiqués de Montréal relativement à la convention collective, échue depuis le 31 décembre 2016, d'une durée de 5 ans;
- ➤ BAIIA ajusté¹ du secteur magazines de 1 727 000 \$, soit une variation défavorable de 1 462 000 \$ principalement attribuable à la baisse des produits d'exploitation, laquelle a été contrebalancée partiellement par les économies découlant des plans de rationalisation mis en place au cours des derniers trimestres;
- ➤ BAIIA ajusté¹ du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (« MELS ») de 8 531 000 \$, soit un écart défavorable de 1 313 000 \$ essentiellement attribuable à des volumes d'activités moindres au niveau de la location de studios et d'équipements ainsi qu'aux services d'effets visuels. Ces écarts ont été contrebalancés partiellement par une rentabilité accrue au niveau de la postproduction ainsi que par l'ajout des activités de location de régies mobiles au BAIIA ajusté¹.

« Les résultats financiers du troisième trimestre de 2018 ont été affectés par la baisse des produits d'exploitation dans nos trois secteurs d'activités. La baisse des revenus publicitaires a eu un impact négatif autant dans le secteur télédiffusion et production que dans le secteur magazines. Le Réseau TVA a connu un recul de sa performance financière avec des revenus publicitaires à la baisse de 10 % au troisième trimestre de 2018. Les initiatives de réduction des dépenses d'exploitation mises en place au cours des derniers trimestres n'ont pas permis de compenser entièrement la baisse des produits d'exploitation.

_

¹ Voir la définition du BAIIA ajusté ci-après.

Les parts de marché de Groupe TVA ont augmenté de 1,0 part¹ par rapport à la période correspondante de 2017. Cette croissance est due à la bonne performance des chaînes spécialisées, notamment la chaîne « LCN » qui a réalisé un important gain de 0,7 part. La soirée électorale *Québec 2018* diffusée à TVA et à LCN a rejoint jusqu'à 2,1 millions de téléspectateurs, ce qui représente un record en terme de cotes d'écoute. Nous sommes également très fiers de l'accueil du public québécois envers notre nouvelle compétition de danse, *Révolution*, un concept créé et développé ici et qui suscite déjà un grand intérêt sur d'autres marchés », a commenté la présidente de Groupe TVA, France Lauzière.

« Dans le secteur des magazines, nous avons mis en place différentes initiatives de réduction de coûts et d'efficacité opérationnelle depuis plusieurs trimestres déjà pour contrer la baisse des revenus et nous poursuivons nos efforts en ce sens. Nous sommes heureux de constater que la popularité de nos marques demeure puisque TVA est toujours l'éditeur de magazines francophones numéro 1 au Québec avec plus de 3,7 millions² de lecteurs tandis que nos titres anglophones sont lus par 5,7 millions² de personnes », a poursuivi la présidente de Groupe TVA.

« Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels a connu un léger recul de sa performance financière au troisième trimestre de 2018, mais constitue toujours un secteur de croissance pour la Société. Les services cinématographiques et audiovisuels sont non seulement un secteur de croissance pour notre Société mais également pour l'industrie culturelle et l'économie du Québec. À cet effet, nous réitérons l'importance que le gouvernement provincial s'engage à maintenir et même à bonifier les incitatifs fiscaux en place pour que l'économie du Québec bénéficie de sa quote-part de la croissance mondiale de ce secteur d'activités », a conclu la présidente.

Définition

BAIIA ajusté (auparavant bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e))

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, la dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels, les frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le BAIIA ajusté, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du BAIIA ajusté adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Téléconférence des investisseurs

Le 2 novembre 2018, à 11h (HNE), aura lieu une téléconférence sur les résultats de Groupe TVA pour le troisième trimestre 2018, avec une période de questions réservée aux analystes financiers. On peut y accéder en composant le 1-877-293-8052, code d'accès pour les participants 66581#. Une version enregistrée, en anglais seulement, sera disponible par la suite en composant le 1-877-293-8133, numéro de conférence 1238367# et code d'accès pour les participants 66581#, entre le 2 novembre et le 2 décembre 2018.

¹ Source : Numeris – Québec franco, 1^{er} juillet au 30 septembre 2018, l-d, 2h-2h, t2+

² Source: Vividata, Automne 2018, Total Canada, 14+, 1er juillet 2017 au 30 juin 2018

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent communiqué de presse qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importantes connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, à des expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre à », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figurent la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques reliés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels), les risques liés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique, les risques reliés à la capacité d'adaptation de la Société face à l'évolution technologique rapide et aux nouvelles formes de diffusion ou de stockage ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez-vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont accessibles à www.sedar.com et www.groupetva.ca y compris, en particulier, à la section « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 et la rubrique « Facteurs de risques » de la notice annuelle 2017 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué de presse reflètent les attentes de la Société au 1^{er} novembre 2018 et sont sous réserve de changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Groupe TVA

Groupe TVA inc., filiale de Québecor Média inc., est une entreprise de communication active dans l'industrie de la télédiffusion, de la production cinématographique et audiovisuelle ainsi que des magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. L'entreprise est aussi la plus importante dans le secteur de l'édition de magazines francophones et publie plusieurs titres anglophones parmi les plus populaires au Canada. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Source:

Denis Rozon, CPA, CA Vice-président et chef de la direction financière (514) 598-2808

États consolidés intermédiaires des résultats

(non audités) (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

			trois mois terminées septembre		neuf mois terminées septembre	
	Note	2018	2017	2018	2017	
Revenus	3	127 418	\$ 140 785	\$ 401 444	\$ 434 451	\$
Achats de biens et services	4	66 969	71 719	267 742	276 436	
Coûts liés au personnel		33 481	36 131	108 343	114 602	
Amortissement des immobilisations et actifs						
incorporels		8 602	8 767	25 709	26 509	
Charges financières	5	598	697	1 867	1 969	
Dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs	_					
incorporels	6	-	42 405	-	42 405	
Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres	7	(779)	32	157	4 982	
Bénéfice (perte) avant dépense (recouvrement) d'impôts et part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées		18 547	(18 966)	(2 374)	(32 452)	
Dépense (recouvrement) d'impôts		4 538	(3 927)	(840)	(7 124)	
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées		42	139	(610)	(328)	
Bénéfice (perte) net(te)		13 967	\$ (15 178)	\$ (924)	\$ (25 000)	\$
Bénéfice (perte) net(te) attribuable aux (à la) :						
Actionnaires		13 997	\$ (15 259)	\$ (700)	\$ (25 161)	\$
Participation ne donnant pas le contrôle		(30)	81	(224)	161	
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	9 c)	0,32	\$ (0,35)	\$ (0,02)	\$ (0,58)	\$

États consolidés intermédiaires du résultat global

(non audités) (en milliers de dollars canadiens)

				e trois mois terminées septembre				neuf mois terminées septembre	
	Note	2018		2017		2018		2017	
Bénéfice (perte) net(te)		13 967	\$	(15 178)	\$	(924)	\$	(25 000)	\$
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés aux résultats :									
Couverture de flux de trésorerie :									
Gain sur évaluation d'instruments									
financiers dérivés	11	-		50		-		160	
Impôts différés	11	-		(14)		-		(43)	
		-		36		-		117	
Résultat global		13 967	\$	(15 142)	\$	(924)	\$	(24 883)	\$
Résultat global attribuable aux (à la) : Actionnaires		40.00	•	(45.000)	ď	(700)	•	(05.044)	ď
		13 997		(15 223)	\$	(700)	Þ	(25 044)	\$
Participation ne donnant pas le contrôle		(30)		81		(224)		161	

États consolidés intermédiaires des capitaux propres

(non audités) (en milliers de dollars canadiens)

	Capitaux p Capital- actions (note 9)	Surplus d'apport	uables aux ao Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 11)	Capitaux propres attribua- bles à la partici- pation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2016	207 280 \$	581 \$	67 514 \$	2 010 \$	840 \$	278 225 \$
(Perte) bénéfice net(te)	_	-	(25 161)	_	161	(25 000)
Autres éléments du résultat global	_	_	_	117	_	117
Solde au 30 septembre 2017	207 280	581	42 353	2 127	1 001	253 342
Bénéfice net	_	_	9 210	_	129	9 339
Autres éléments du résultat global	_	_	_	848	_	848
Solde au 31 décembre 2017	207 280	581	51 563	2 975	1 130	263 529
Perte nette	_	-	(700)	-	(224)	(924)
Solde au 30 septembre 2018	207 280 \$	581 \$	50 863 \$	2 975 \$	906 \$	262 605 \$

Bilans consolidés intermédiaires

(non audités) (en milliers de dollars canadiens)

	Note	30 septembre 2018	31 décembre 2017	
Actif				
Actif à court terme				
Espèces		20 037	\$ 21 258	9
Débiteurs		133 758	144 913	
Impôts sur le bénéfice		5 419	596	
Émissions, droits de diffusion et stocks		67 167	79 437	
Charges payées d'avance		4 780	3 736	
		231 161	249 940	
Actif à long terme				
Droits de diffusion		47 370	43 031	
Placements	7	11 168	12 851	
Immobilisations		190 781	200 510	
Actifs incorporels		13 326	15 120	
Écart d'acquisition	8	9 045	7 892	
Actif au titre des prestations définies		_	2 873	
Impôts différés		15 197	14 015	
		286 887	296 292	
Total de l'actif		518 048	\$ 546 232	9

Bilans consolidés intermédiaires (suite)

(non audités) (en milliers de dollars canadiens)

	Note	30 septembre 2018	(31 décembre 2017	
Passif et capitaux propres					
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer		92 260	\$	104 505	\$
Impôts sur le bénéfice		238		6 314	
Droits de diffusion à payer		69 261		69 244	
Provisions		9 295		8 937	
Revenus reportés		18 353		18 728	
Dette échéant à court terme		11 250		9 844	
		200 657		217 572	
Passif à long terme					
Dette à long terme		44 372		52 708	
Passif au titre des prestations définies		2 217		1 686	
Autres éléments de passif		7 290		9 946	
Impôts différés		907		791	
		54 786		65 131	
Capitaux propres					
Capital-actions	9	207 280		207 280	
Surplus d'apport		581		581	
Bénéfices non répartis		50 863		51 563	
Cumul des autres éléments du résultat global	11	2 975		2 975	
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		261 699		262 399	
Participation ne donnant pas le contrôle		906		1 130	
		262 605		263 529	
Total du passif et des capitaux propres		518 048	\$	546 232	\$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le 1^{er} novembre 2018, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017.

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non audités) (en milliers de dollars canadiens)

		Périod terminées le	 trois mois septembre	Périod terminées le	 e neuf mois septembre	
	Note	2018	2017	2018	2017	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						
Bénéfice (perte) net(te)		13 967	\$ (15 178)	\$ (924)	\$ (25 000)	9
Ajustements pour :						
Amortissement		8 651	8 816	25 857	26 657	
Dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels	6	_	42 405	-	42 405	
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées		42	139	(610)	(328)	
Impôts différés		(595)	(9 065)	(1 416)	(11 818)	
Gain sur disposition d'actifs	7	(2 936)	-	(3 936)	-	
Dépréciation d'autres actifs	7	2 000	-	2 000	-	
Autres		(90)	1	(80)	2	
Fonds générés par l'exploitation courante Variation nette hors caisse des actifs et passifs		21 039	27 118	20 891	31 918	
d'exploitation		(1 006)	18 715	(237)	(1 002)	
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation		20 033	45 833	20 654	30 916	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Acquisitions d'immobilisations		(4 207)	(6 654)	(10 384)	(17 540)	
Acquisitions d'actifs incorporels		(798)	(399)	(2 910)	(1 437)	
Disposition d'immobilisations et d'actifs incorporels	7	3 723	_	3 723	_	
·						
Acquisitions d'entreprises	8	(2 026)	_	(4 731)	_	
Variation des placements		293	293	195	350	
Autres		_	-	(600)	-	
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(3 015)	(6 760)	(14 707)	(18 627)	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Diminution du découvert bancaire		-	(6 631)	_	-	
Remboursement de la dette à long terme		(2 352)	(8 270)	(7 078)	(4 238)	
Autres		-	(39)	(90)	(119)	
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement		(2 352)	(14 940)	(7 168)	(4 357)	
Variation nette des espèces		14 666	24 133	(1 221)	7 932	
Espèces au début de la période		5 371	1 018	21 258	17 219	
Espèces à la fin de la période		20 037	\$ 25 151	\$ 20 037	\$ 25 151	,
Intérêts et impôts classés au titre des activités d'exploitation						
Intérêts nets versés		533	\$ 597	\$ 1 596	\$ 1 822	
Impôts sur le bénéfice versés (encaissés)						
(déduction faite des remboursements ou des						
paiements)		2 731	375	11 469	(455)	

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Groupe TVA est une société de communication active dans l'industrie de la télédiffusion et de la production, des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que des magazines (note 12). La Société est une filiale de Québecor Média inc. (« Québecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Québecor inc. (« Québecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada.

Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dû, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public et aux besoins en services de production des producteurs internationaux et locaux. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne doivent pas être considérés nécessairement représentatifs des résultats d'un exercice financier complet.

1. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), sauf qu'ils ne comprennent pas l'ensemble de la divulgation requise par les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. En particulier, ces états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* et sont des états financiers consolidés résumés. Ces états financiers consolidés résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2017 de la Société qui comprennent les conventions comptables utilisées pour la préparation de ces états financiers.

Certains chiffres correspondants fournis pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2017 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2018.

2. Modification de conventions comptables

i) IFRS 9 - Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté les nouvelles règles telles que définies par l'IFRS 9 qui simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation dans l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture plus étroitement lié avec les mesures de gestion des risques prises par les entités.

En vertu des nouvelles règles, les actifs et passifs financiers sont dorénavant classés comme ultérieurement évalués au coût amorti.

La Société utilise également la méthode des pertes de crédit attendues sur ses actifs financiers.

L'adoption de l'IFRS 9 par la Société n'a pas eu d'impact sur les états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

2. Modification de conventions comptables (suite)

ii) IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients.

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a également adopté l'IFRS 15 qui précise comment et quand une entité doit constater ses revenus et exige qu'elle divulgue davantage d'informations aux utilisateurs des états financiers.

La norme fournit un modèle à cinq étapes fondé sur des principes à appliquer à tous les contrats avec les clients. Ainsi, la Société constate dorénavant un contrat avec un client seulement lorsque tous les critères suivants sont respectés :

- les parties au contrat ont approuvé le contrat (par écrit, oralement ou selon les autres pratiques d'affaires habituelles) et sont tenues de remplir leurs obligations respectives;
- l'entité peut identifier les droits de chacune des parties à l'égard des biens ou services à être transférés;
- l'entité peut identifier les termes de paiement pour les biens ou services à être transférés;
- le contrat a une substance commerciale (i.e. il est attendu que le risque, le moment ou le montant des flux de trésorerie futurs de l'entité changeront du fait du contrat); et
- il est probable que l'entité recouvre les sommes auxquelles elle a droit suite au transfert des biens ou services au client.

L'adoption de l'IFRS 15 par la Société n'a pas eu d'impact sur les états financiers consolidés.

3. Revenus

La répartition des revenus est la suivante :

Périodes de trois mois Périodes de neuf mois terminées terminées les 30 septembre les 30 septembre 2017 2017 2018 2018 50 173 \$ 57 418 \$ 189 239 211 890 \$ Services publicitaires 31 438 32 307 96 678 94 403 Redevances Services de location et de postproduction et autres services rendus 26 847 30 144 60 027 63 905 61 978 Ventes de produits1 18 960 57 775 20 916 127 418 140 785 401 444 434 451 \$

¹ Les revenus de ventes de produits incluent la vente de magazines en kiosque et par abonnement ainsi que la vente de contenu audiovisuel.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

4. Achats de biens et services

Les principales composantes des achats de biens et services se détaillent comme suit :

		trois mois terminées eptembre		 neuf mois terminées septembre	
	2018	2017	2018	2017	
Droits et coûts de production	37 598	\$ 38 850	\$ 177 481	\$ 177 874	\$
Tirage et distribution	5 667	6 792	17 545	20 401	
Services rendus par la société mère :					
- Commissions sur ventes publicitaires	5 262	4 435	19 740	15 927	
- Autres	2 303	2 220	6 898	6 678	
Coûts liés aux immeubles	5 315	5 436	15 437	16 001	
Marketing, publicité et promotion	4 242	4 772	12 362	13 330	
Autres	6 582	9 214	18 279	26 225	
	66 969	\$ 71 719	\$ 267 742	\$ 276 436	\$

5. Charges financières

		te	rois mois erminées eptembre		t	neuf mois erminées eptembre	
	2018		2017	2018		2017	
Intérêts sur la dette à long terme	591	\$	619	\$ 1 780	\$	1 821	\$
Amortissement des frais de financement	49		49	148		148	
Charge d'intérêts sur le passif ou l'actif net au							
titre des prestations définies	35		25	120		74	
(Gain) perte sur change	(17)		15	(16)		(93)	
Autres	(60)		(11)	(165)		19	
	598	\$	697	\$ 1 867	\$	1 969	\$

6. Dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels

Au cours du troisième trimestre de 2017, la Société avait effectué un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») du secteur magazines découlant de la tendance continue à la baisse des produits d'exploitation dans l'industrie des magazines. La Société avait alors conclu que la valeur recouvrable de l'UGT magazines, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, était inférieure à sa valeur comptable. Par conséquent, une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 29 993 000 \$, incluant 1 489 000 \$ sans incidence fiscale, ainsi qu'une charge de dépréciation de 12 412 000 \$ de certains actifs incorporels incluant 3 103 000 \$ sans incidence fiscale avaient été comptabilisées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

7. Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres

	Périodes de les 30	trois mois terminées septembre		t	neuf mois erminées eptembre	
	2018	2017	2018		2017	
Frais de rationalisation des activités d'exploitation	596 \$	32	\$ 2 070	\$	1 267	\$
Autres	(1 375)	_	(1 913)		3 715	
	(779) \$	32	\$ 157	\$	4 982	\$

Frais de rationalisation des activités d'exploitation

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation suite à l'abolition de postes qui se détaillent comme suit :

		1	trois mois terminées eptembre		1	neuf mois terminées eptembre	
	2018		2017	2018		2017	
Télédiffusion et production	213	\$	19	\$ 612	\$	710	\$
Magazines	152		13	1 043		420	
Services cinématographiques et audiovisuels	231		_	415		137	
	596	\$	32	\$ 2 070	\$	1 267	\$

Autres

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2018, la Société a également ajusté à la baisse la provision pour baux onéreux du secteur magazines concernant des baux s'échelonnant jusqu'en juin 2022 relativement à des locaux inutilisés suite à la mise en place de plans de rationalisation pour des montants respectifs de 346 000 \$ et 169 000 \$ (une charge de 3 663 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017). Ces baisses sont dues à la signature d'une entente avec un bailleur afin de résilier l'engagement de la Société pour certains locaux.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2018, la Société a conclu la vente d'un immeuble situé à Québec pour un produit de disposition net de 3 528 000 \$. Cette transaction a entrainé la comptabilisation d'un gain sur disposition de 2 936 000 \$.

Au cours du troisième trimestre de 2018, la Société a également comptabilisé une charge de dépréciation de 2 000 000 \$ sur son placement dans une entreprise associée du secteur magazines découlant de la révision des projections financières par la direction de cette entreprise et de la tendance continue à la baisse des produits d'exploitation dans cette industrie.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2018, la Société a comptabilisé un gain de 1 000 000 \$ sur la disposition des actifs liés au magazine « The Hockey News ».

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

8. Acquisitions d'entreprises

a) Mobilimage inc.

Le 22 janvier 2018, la Société a acquis les actifs de l'entreprise Mobilimage inc., composés essentiellement de régies mobiles et d'équipements de production, pour un prix d'achat en espèces de 2 705 000 \$, soit un prix convenu de 2 750 000 \$ moins un ajustement de 45 000 \$ en lien avec une cible préétablie de fonds de roulement convenue entre les parties. Les activités de location de régies mobiles et d'équipements de production de l'entreprise acquise sont intégrées aux activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels.

La répartition finale du prix d'achat a été complétée au cours du présent trimestre. La juste valeur des éléments d'actif et de passif relatifs à cette acquisition se détaille comme suit :

Contrepartie Espèces	2 705	•
Éléments d'actif net acquis à la juste valeur	2 705	\$
Passif à court terme	58	
Élément de passif pris en charge		
	2 763	
Écart d'acquisition	642	
Immobilisations	1 980	
Actif à court terme	141	\$
Éléments d'actif acquis		

Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de la Société d'offrir des équipements et services de production variés qui répondent aux besoins des producteurs en plus de réduire le recours à des services provenant de fournisseurs externes pour ses besoins en production. L'écart d'acquisition lié à cette acquisition provient principalement des synergies attendues.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

8. Acquisitions d'entreprises (suite)

b) Audio Zone inc.

Le 27 août 2018, la Société a signé une entente visant l'achat de la totalité des actions d'Audio Zone inc., pour un prix d'achat en espèces totalisant 2 026 000 \$ soit un prix convenu de 2 000 000 \$ ainsi qu'un découvert bancaire assumé de 26 000 \$. Ce prix d'achat est sujet à un ajustement en lien avec une cible préétablie de fonds de roulement convenue entre les parties qui sera connu d'ici la fin de l'exercice. Les activités de postproduction sonore acquises sont intégrées aux activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels.

Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de la Société d'offrir des services de production variés qui répondent aux besoins des producteurs et de sa clientèle. L'écart d'acquisition lié à cette acquisition provient principalement des synergies attendues.

La répartition préliminaire de la juste valeur des éléments d'actif et de passif relatifs à cette acquisition se détaille comme suit :

Contrepartie	
· • •	
Éléments d'actif net acquis à la juste valeur	2 026
	(513)
Impôts différés	(348)
Passif à court terme	(165)
Éléments de passif pris en charge	
	2 539
Écart d'acquisition	511
Actifs incorporels	1 256
Immobilisations	450
Actif à court terme	322

c) Groupe Serdy

Le 30 avril 2018, la Société a signé une entente visant l'acquisition des sociétés du groupe de Serdy Media inc., détenteur et exploitant des chaînes spécialisées « Évasion » et « Zeste », et des sociétés du groupe de Serdy Video inc. pour une somme totalisant 24 000 000 \$. Cette acquisition est conditionnelle à l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

9. Capital-actions

a) Capital-actions autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

b) Capital-actions émis et en circulation

	30 septembre 2018	31 décembre 2017	
4 320 000 actions ordinaires classe A	72	\$ 72	\$
38 885 535 actions classe B	207 208	207 208	
	207 280	\$ 207 280	\$

c) Résultat par action attribuable aux actionnaires

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre			le neuf mois terminées) septembre				
	2018		2017		2018		2017	
Bénéfice (perte) net(te) attribuable aux actionnaires	13 997	\$	(15 259)	\$	(700)	\$	(25 161)	\$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	43 205 535		43 205 535		43 205 535		43 205 535	
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	0,32	\$	(0,35)	\$	(0,02)	\$	(0,58)	\$

Le calcul du résultat par action dilué ne tient pas compte de l'effet potentiel dilutif des options d'achat d'actions de la Société puisque leur effet est non dilutif.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

10. Rémunération et autres paiements à base d'actions

a) Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2018, aucune option d'achat d'actions n'a été octroyée. Aux 30 septembre 2018 et 31 décembre 2017, 60 000 options étaient en circulation au prix d'exercice moyen pondéré de 6,85 \$.

Du nombre d'options en circulation au 30 septembre 2018, 36 000 options d'achat d'actions classe B de la Société au prix d'exercice moyen de 6,85 \$ pouvaient être exercées.

b) Régime d'options d'achat d'actions de Québecor Média

	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	
Solde au 31 décembre 2017 Options liées à des cadres supérieurs transférés	66 900	65,64	\$
au sein de Groupe TVA	45 800	59,70	
Exercées	(37 850)	59,89	
Solde au 30 septembre 2018	74 850	64,92	\$

Du nombre d'options en circulation au 30 septembre 2018, 46 700 options d'achat d'actions de Québecor Média au prix d'exercice moyen de 63,66 \$ pouvaient être exercées.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2018, 19 000 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 845 000 \$ (4 400 options d'achat d'actions avaient été exercées pour la période correspondante de 2017 pour une contrepartie en espèces de 122 000 \$).

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, 37 850 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 1 494 000 \$ (25 750 options d'achat d'actions avaient été exercées pour la période correspondante de 2017 pour une contrepartie en espèces de 500 000 \$).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

10. Rémunération et autres paiements à base d'actions (suite)

c) Régimes d'unités d'actions différées (« UAD ») et d'unités d'actions liées à la performance (« UAP »)

Groupe TVA offre un régime d'UAD et un régime d'UAP à l'intention de certains gestionnaires basés sur les actions classe B sans droit de vote de Groupe TVA (« actions classe B de Groupe TVA »). Québecor offre également un régime d'UAD et un régime d'UAP à l'intention de ses employés et de ceux de ses filiales basés, entre autres, sur les actions catégorie B de Québecor. Pour ces régimes, les UAD sont assujetties à une période d'acquisition de six ans et seront rachetées en espèces seulement au moment du départ du participant à la retraite ou de la cessation de son emploi, selon le cas. Les UAP sont assujetties à une période d'acquisition de trois ans et seront rachetées en espèces à la fin de cette période sous réserve de l'atteinte de cibles financières. Selon le régime de Groupe TVA, les UAD et UAP donnent le droit aux porteurs de recevoir des unités additionnelles chaque fois que des dividendes sont versés sur les actions classe B de Groupe TVA et selon le régime de Québecor, les UAD et UAP donnent le droit aux porteurs de recevoir des unités additionnelles chaque fois que des dividendes sont versés sur les actions catégorie B de Québecor.

Au 30 septembre 2018, 203 464 UAD basées sur les actions classe B de Groupe TVA, 31 440 UAD basées sur les actions catégorie B de Québecor, 270 637 UAP basées sur les actions classe B de Groupe TVA et 34 955 UAP basées sur les actions catégorie B de Québecor étaient en circulation conformément à ces régimes.

d) Régimes d'unités d'actions différées (« UAD ») à l'intention des administrateurs

Au 30 septembre 2018, le nombre total d'UAD en circulation conformément à ce régime était de 111 459 (78 012 au 31 décembre 2017).

e) Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2018, des charges de rémunération de 455 000 \$ et de 1 777 000 \$ respectivement liée à tous les régimes de rémunération à base d'actions ont été comptabilisées (941 000 \$ et 2 185 000 \$ au cours des périodes correspondantes de 2017).

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

11. Cumul des autres éléments du résultat global

	Couverture de flux de trésorerie	Régimes à prestations définies	Total			
Solde au 31 décembre 2016	(123)	\$	2 133	\$	2 010	\$
Autres éléments du résultat global	117		_		117	
Solde au 30 septembre 2017	(6)		2 133		2 127	
Autres éléments du résultat global	6		842		848	
Solde au 31 décembre 2017 et au 30 septembre 2018		\$	2 975	\$	2 975	\$

12. Information sectorielle

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- Le secteur télédiffusion et production inclut les activités du Réseau TVA (y compris la filiale TVA Productions inc. et la division TVA Nouvelles), des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels.
- Le secteur magazines, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines ainsi que les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia.
- Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. et MELS Doublage inc., inclut les activités de service de location de studios, de régies mobiles et d'équipements de production, les activités de doublage ainsi que les services de postproduction, d'effets visuels et de distribution.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2018 et 2017 (non auditées) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

12. Information sectorielle (suite)

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre				
	2018		2017		2018		2017	
Revenus								
Télédiffusion et production	88 687	\$	94 110	\$	304 338	\$	322 133	\$
Magazines	18 274		25 218		56 881		70 376	
Services cinématographiques et audiovisuels	23 433		24 594		49 398		50 372	
Éléments intersectoriels	(2 976)		(3 137)		(9 173)		(8 430)	
	127 418		140 785		401 444		434 451	
BAIIA ajusté ⁽¹⁾								
Télédiffusion et production	16 710		19 902		10 771		25 635	
Magazines	1 727		3 189		5 061		7 538	
Services cinématographiques et audiovisuels	8 531		9 844		9 527		10 240	
	26 968		32 935		25 359		43 413	
Amortissement des immobilisations et actifs								
incorporels	8 602		8 767		25 709		26 509	
Charges financières	598		697		1 867		1 969	
Dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels	_		42 405		_		42 405	
Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres	(779)		32		157		4 982	
Bénéfice (perte) avant dépense (recouvrement) d'impôts et part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises								
associées	18 547	\$	(18 966)	\$	(2 374)	\$	(32 452)	\$

Les éléments intersectoriels mentionnés précédemment représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activités de la Société.

⁽¹⁾ Le chef de la direction utilise le BAIIA ajusté comme mesure de rendement financier pour évaluer la performance de chaque secteur d'activités de la Société. Le BAIIA ajusté est défini comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, la dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels, les frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le BAIIA ajusté, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS.